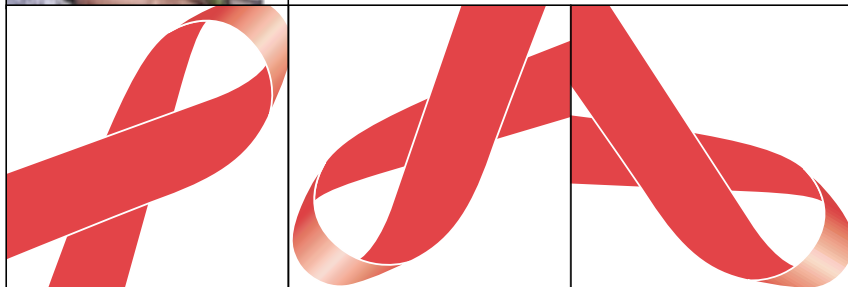


infoDev



*Les communications
au service de la riposte
au VIH/SIDA en Asie du
sud-est*



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
ONUSIDA
UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

ONUSIDA
Etude de cas

août 2001

*Photo de couverture:
Cours de formation donné par le Mirror Arts Group qui met en œuvre l'infoDev en Thaïlande.
Crédit: Mirror Arts Group (www.bannok.com)*

Photos: Mirror Arts Group, ONUSIDA SEAPICT

ONUSIDA/01.62F (version française, août 2001)
ISBN : 92-9173-101-3

Version originale anglaise, UNAIDS/01.45E, juillet 2001:
infoDev: Facilitating communications in response to HIV/AIDS in South-East Asia.
Traduction – ONUSIDA

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 2001. Tous droits de reproduction réservés.

Ce document, qui n'est pas une publication officielle de l'ONUSIDA, peut être librement commenté, cité, reproduit ou traduit, partiellement ou en totalité, à condition de mentionner la source. Il ne saurait cependant être vendu ni utilisé à des fins commerciales sans l'accord préalable, écrit, de l'ONUSIDA (Contacter le Centre d'Information de l'ONUSIDA).

Les prises de position exprimées par les auteurs cités dans le document n'engagent que la responsabilité de ces auteurs.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de firmes et de produits commerciaux n'implique pas que ces firmes et produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'ONUSIDA, de préférence à d'autres.

Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

ONUSIDA – 20 avenue Appia – 1211 Genève 27 – Suisse
tél.: (+41 22) 791 46 51 – fax: (+41 22) 791 41 87
Courrier électronique: unaid@unaid.org – Internet: <http://www.unaid.org>

infoDev



ONUSIDA
UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCTD
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

LES COMMUNICATIONS
AU SERVICE DE LA RIPOSTE
AU VIH/SIDA EN ASIE DU
SUD-EST

Table des Matières

Avant-propos de l'ONUSIDA	5
Introduction	7
Le projet <i>infoDev</i>	9
Objectifs de la phase 1 du projet <i>infoDev</i>	9
Objectifs de la phase 2 du projet <i>infoDev</i>	10
Introduction à l'étude de cas : contexte et portée	11
Aperçu de l'exécution du projet	11
1. Ebauche et parrainage du projet	11
2. Mise en œuvre du projet	11
3. Constitution de partenariats et d'alliances	15
4. Achèvement du projet et viabilité	17
Suivi et évaluation du projet <i>infoDev</i>	18
1. Réaliser les objectifs	18
2. Tirer les leçons de l'expérience	20
3. Identifier les problèmes à venir	21
Le projet <i>infoDev</i> : un exemple de meilleure pratique ?	22

Créer les réseaux électroniques du futur – une méthodologie de meilleure pratique	25
1. Définition de l'objectif	28
2. Evaluation de l'environnement	28
3. Choix de l'approche à adopter	31
4. Planification de la mise en œuvre	31
5. Mise en œuvre	32
6. Evaluation	37
Liste de documentation : mise en réseaux, technologie et développement	40

Le contenu de la présente étude de cas est fondé sur une évaluation effectuée par Health Information Consulting (HIC) du projet *infoDev* en Asie du Sud-Est, projet géré par l'Equipe interpays pour l'Asie et le Pacifique de l'ONUSIDA à Bangkok. David Bridger, responsable de l'appui à l'information, était le point focal de ce projet. Olusoji Adeyi était responsable de l'étude de cas pour l'ONUSIDA et Conseiller en matière de réseaux techniques.

La présente étude de cas a été rédigée pour l'ONUSIDA par Health Information Consulting.

Avant-propos de l'ONUSIDA

Au cours des dix dernières années, les pays développés ont connu des changements spectaculaires dans l'ampleur et la portée des technologies et des infrastructures de l'information. En particulier, les communications électroniques telles que le courriel et l'Internet ont rapidement évolué, illustrant ce que l'on nomme généralement «l'ère de l'information» ou «la révolution numérique».

Pourtant, pour les pays en développement, cette révolution numérique a été lente à se matérialiser et soulève de sérieuses préoccupations. Comment des pays qui se débattent pour fournir des infrastructures convenables en matière de santé, d'éducation et d'agriculture peuvent-ils espérer disposer des ressources nécessaires pour exploiter ces technologies et obtenir un accès équitable ? Sans ces infrastructures, les pays en développement sont encore plus marginalisés, ce qui creuse un «fossé numérique» – une fracture entre ceux qui ont accès aux nouvelles techniques numériques et ceux qui ne l'ont pas.

Lorsqu'on parle des technologies de l'information et de la communication en matière de développement, il faut examiner les meilleures manières de les intégrer. Nous devons rechercher des moyens novateurs d'appliquer les nouvelles technologies au téléenseignement, ou à la diffusion d'informations essentielles sur la prévention du VIH/SIDA aux malades et aux médecins, ou encore à la fourniture de nouvelles techniques de culture aux agriculteurs.

Si ces nouvelles technologies présentent des difficultés considérables, elles comportent aussi des avantages potentiels, grâce

à l'accélération du développement social et économique et à une meilleure intégration des populations isolées, notamment rurales, dans la société et dans l'activité économique. Ces techniques permettent aux individus de partager rapidement l'information et de participer activement à cet échange. Les organisations communautaires qui ont accès au courriel peuvent participer à des débats en ligne, ce qui leur donne un sens d'appropriation des problèmes et leur permet d'en discuter en utilisant leurs propres termes et leur propre langue.

La responsabilisation et la participation sont des composantes essentielles de la mobilisation d'un pays pour lutter contre le VIH/SIDA. Les organisations communautaires et publiques, les représentants des communautés et les responsables de l'élaboration des politiques gouvernementales (collectivement et individuellement) doivent avoir accès à des sources rapides et fiables d'information. Ils doivent être en mesure de partager cette information avec des partenaires et des acteurs clés dans leurs pays respectifs.

Les services de base du courriel et de l'Internet, si l'on encourage la pleine exploitation de leur potentiel, peuvent jouer un rôle essentiel pour identifier et faire connaître les meilleures pratiques. Pour juguler l'épidémie de VIH, les individus, entre autres interventions essentielles, doivent pouvoir accéder en temps utile à une information appropriée. Le courriel et l'Internet, lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec d'autres formes de communication et de médias, peuvent se révéler des outils de prévention d'une grande portée.

Wiwat Rojanapithayakorn
 Chef d'équipe – Equipe interpayes
 ONUSIDA pour l'Asie et le Pacifique

David Bridger
 Conseiller en appui
 à l'information
 Equipe interpayes ONUSIDA
 pour l'Asie et le Pacifique

Introduction

En 1995, on estimait à un million le nombre de personnes de l'Asie du Sud-Est infectées par le VIH. Les projections indiquaient que ce chiffre atteindrait 10 millions en l'an 2000. A cette époque, la région vivait les stades préliminaires de l'épidémie. Par conséquent, l'information et les données concernant l'impact et la situation réelle de l'épidémie étaient rares. Bien que la région soit composée de pays d'une grande diversité culturelle, sociale et économique entraînant des différences importantes dans la propagation de l'épidémie du VIH et dans la riposte, on commençait à avoir une idée des perspectives régionales de l'épidémie et des déterminants communs à tous les pays. Les pays de la région ont alors convenu que, tout en s'appuyant sur les expériences et les ripostes dans différentes régions du monde, une approche régionale était nécessaire car un grand nombre des problèmes associés au VIH/SIDA traversent les frontières.

La prévalence et la nature de l'épidémie de VIH varient d'un pays à l'autre en Asie du Sud-Est. Les taux d'infection dans la population générale sont comparativement faibles dans certains pays – en Indonésie et aux Philippines on compte entre 5 et 7 personnes vivant avec le VIH pour 10 000 habitants respectivement. Dans d'autres pays, les taux sont sensiblement plus élevés – au Cambodge, au Myanmar et en Thaïlande, entre 2% et 4% de la population vit avec le VIH.

Cependant, les taux d'infection parmi la population générale cachent le vrai problème, car des groupes particuliers et marginalisés de la population tendent à avoir des taux d'infection à VIH beaucoup plus élevés. En raison de la facilité d'accès aux drogues illicites dans la région, on compte un grand nombre de consommateurs de drogues injectables (CDI) et la prévalence du VIH est forte dans ce groupe. Au Myanmar, environ 70% des

CDI sont infectés tandis que le taux en Thaïlande, où des programmes de prévention existent depuis plusieurs années, se maintient à 33%. Les professionnel(le)s du sexe constituent un autre groupe vulnérable. Les pays les plus touchés sont le Cambodge, le Myanmar et la Thaïlande, dans lesquels les taux d'infection parmi les professionnelles du sexe des zones urbaines sont respectivement de 61%, 17,5% et 13%. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes constituent un troisième groupe dont les taux d'infection à VIH sont élevés.

Parmi les facteurs qui contribuent à la propagation du VIH dans la région, on peut noter la migration économique et les conflits militaires, qui brisent les familles, la pauvreté et la traite des femmes et des jeunes filles qui entraînent la prostitution, la discrimination à l'égard des personnes dont on sait ou soupçonne qu'elles sont infectées par le VIH, la rareté des services de conseil et de dépistage et le manque de préservatifs.

Cours de formation donné par le Mirror Arts Group, qui met en œuvre l'*infoDev* en Thaïlande.

Photo: Mirror Arts Group
(www.bannok.com)



Le projet *infoDev*

Pour soutenir la mise en place d'une approche régionale du VIH/SIDA, l'ONUSIDA a coordonné, avec un financement de la Banque mondiale, un projet *infoDev*, axé sur l'amélioration des connexions par courriel entre les alliés stratégiques œuvrant dans le domaine du VIH/SIDA en Asie du Sud-Est. *infoDev* est un programme mondial de financement géré par la Banque mondiale pour encourager les projets novateurs d'utilisation des technologies d'information et de communication (TIC), mettant l'accent en particulier sur les besoins des démunis dans les pays en développement. Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site web de *infoDev*. (www.infodev.org).

Objectifs de la phase 1 du projet *infoDev*

Le projet a débuté en 1996 au Cambodge, en Indonésie, en Malaisie, au Myanmar, aux Philippines, en République démocratique populaire lao, en Thaïlande, au Viet Nam et dans la Province du Yunnan en Chine. Au cours de la phase initiale du projet, un accès au courriel a été offert aux bureaux des programmes nationaux de lutte contre le SIDA dans chaque pays, puis le forum régional de discussion sur le SIDA pour la région de l'Asie du Sud-Est (SEA-AIDS) ainsi qu'un dossier d'archives sur les questions liées au VIH/SIDA ont été créés. Deux fois par semaine, les questions pertinentes à la riposte commune de la région au VIH/SIDA étaient actualisées et distribuées par le biais de SEA-AIDS.

Objectifs de la phase 2 du projet *infoDev*

La deuxième phase – plus importante – du projet avait pour but d'élargir le réseau en améliorant les connexions entre un plus grand nombre de partenaires stratégiques dans ces pays. L'objectif global était de faciliter l'échange d'information et d'expériences dans la région, élargissant et renforçant ainsi les réseaux régionaux dans le domaine du VIH/SIDA. Dans cet objectif global étaient compris les objectifs plus détaillés suivants :

1. diffusion de l'information concernant le VIH/SIDA à l'intérieur du pays ;
2. dialogue interactif sur le VIH/SIDA entre des organisations et des individus à l'intérieur du pays ;
3. dialogue interactif sur le VIH/SIDA entre des organisations et des individus dans la région ; et
4. développement global de l'utilisation des TIC dans le secteur de la santé.

La deuxième phase est maintenant achevée dans cinq des neuf pays. Récemment, une évaluation officielle du projet *infoDev* a été effectuée afin d'estimer le succès du projet et de formuler des recommandations relatives à la conception et à la mise en œuvre de futurs projets de création de réseaux. Les résultats du rapport intitulé *Evaluation of infoDev Project in Sout-East Asia* (Évaluation du projet *infoDev* en Asie du Sud-Est) constituent la base de la présente étude de cas.

Introduction à l'étude de cas : contexte et portée

La présente étude de cas est axée sur la phase 2 du projet, notamment dans trois pays – les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam. Elle met en lumière les divers processus suivis et les résultats obtenus dans chacun des trois pays, puis examine les leçons tirées du projet. Cette approche permet d'extrapoler une méthodologie aux fins de la création et de l'exécution, dans l'avenir, de projets analogues de constitution de réseaux électroniques.

Aperçu de l'exécution du projet

1. Ebauche et parrainage du projet

Avant la mise en œuvre du projet, l'ONUSIDA a effectué un exercice d'évaluation et de consultation dans chaque pays, afin d'obtenir le soutien des organismes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA, de déterminer quelles organisations avaient besoin d'aide, d'estimer le contexte technologique du pays et de définir un processus de mise en œuvre. Ensuite, l'ONUSIDA a formulé un projet budgétisé.

2. Mise en œuvre du projet

2.1 Approche

Deux approches ont été utilisées pour gérer et exécuter les phases initiales du projet.

- Dans les pays où ces services existent, une entreprise commerciale a été choisie, qui était en mesure de fournir aussi bien un appui technique pour brancher les organisations et apporter une formation en matière d'utilisation du courriel. Un processus de soumission a été suivi pour choisir l'entreprise. C'est cette approche qui a été adoptée en Thaïlande où The Mirror Art Group, une compagnie implantée à Bangkok, a été choisie, car elle disposait des compétences nécessaires pour apporter soutien technique et formation; cette entreprise était déjà en contact avec l'organisme national de lutte contre le SIDA, en tant que sous-traitant en communication, et elle fournissait un forum électronique de discussion sur le VIH/SIDA en Thaïlande.
- Dans d'autres pays, un fonctionnaire de l'information (FI) a été chargé de s'occuper du soutien technique et de la formation. Cette approche a été suivie au Viet Nam, car il n'existe pas d'entreprise commerciale susceptible de fournir ces services. En outre, le FI pouvait servir de lien entre les différentes parties prenantes du projet. Aux Philippines, si des entreprises commerciales disposant des compétences et des ressources nécessaires existent, un FI a été recruté, car les premiers résultats obtenus en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, où des entreprises commerciales avaient fourni ces services, semblaient moins bons que dans le cas du Viet Nam. Dans les deux cas, le FI était basé dans les bureaux de l'ONUSIDA dans les capitales respectives.

Les responsables des *infoDev* de Thaïlande, de Malaisie, d'Indonésie et des Philippines, venus en Malaisie pour échanger leurs expériences et assister au 5e Congrès international sur le SIDA pour l'Asie et le Pacifique, octobre 1999.
Photo: ONUSIDA SEAPICT



2.2 Accès aux connexions

Les entreprises commerciales et les FI ont été chargés d'organiser le branchement des organisations. La plupart des organisations devaient fournir leur propre matériel informatique, mais le projet a fourni quelques modems à plusieurs organisations sans ressources dans chacun des pays. Les contextes variables des télécommunications dans les différents pays ont déterminé les dispositions à prendre pour fournir ces branchements.

- Aux Philippines et en Thaïlande, le marché était ouvert et concurrentiel, car on y trouve plusieurs fournisseurs de services Internet (FSI). Dans ces pays les FSI ont été choisis au cas par cas pour chaque organisation, les critères essentiels étant le prix et la fiabilité. Cependant, dans les régions reculées des Philippines, l'infrastructure s'est révélée insuffisante et toutes les organisations initialement choisies n'ont pu être connectées. Les organismes participants ont obtenu un accès au courriel et à l'Internet.
- Au Viet Nam, quelques entreprises commerciales opéraient dans un cadre de contrôle plus restrictif. Il existait une infrastructure de télécommunications suffisante dans les grandes villes, mais elle était extrêmement limitée dans les zones rurales. NetNam, la branche commerciale d'une organisation gouvernementale, a été choisie comme FSI pour fournir des services de courriel. NetNam était en mesure d'offrir la couverture la plus large de services de courriel dans le pays et avait davantage d'expérience pour apporter une assistance technique aux organisations gouvernementales. Si la plupart des organisations n'ont eu accès qu'aux services de courriel – la raison d'être du projet était de fournir un accès au courriel pour permettre l'échange d'informations entre les organisations – NetNam a eu accès au courriel et à l'Internet.

2.3 Formation

Dans les trois pays, les membres des organisations participantes ont reçu une formation d'une durée variant entre un et quatre jours. En Thaïlande et au Viet Nam, où 40 organisations et plus ont été connectées dans chacun des pays, des formations centralisées ont été organisées avec un grand nombre de participants. Aux Philippines, qui comptaient moins d'organisations participantes, c'est le FI qui a formé les participants dans les locaux de chaque organisation. Dans la plupart des cas, le personnel suivant les cours de formation était novice en matière d'ordinateurs et les besoins de formation étaient importants.

2.4 Appui technique suivi

Les entreprises commerciales et les FI ont été chargés d'offrir une permanence en matière d'appui technique aux organisations de leurs pays respectifs. Comme prévu, les demandes d'appui ont été nombreuses en raison du manque d'expérience dans le domaine de la technologie informatique au sein des organisations. Cet appui a pu prendre plusieurs formes – courriel, appels téléphoniques et assistance sur place, mais cette dernière n'a pu être apportée qu'aux organisations situées à proximité du siège de l'entreprise ou des bureaux de l'ONUSIDA.

2.5 Encourager l'échange d'information

Dans les trois pays, l'un des objectifs du projet était de susciter une culture de l'échange d'information. Des listes de courriel



Le responsable d'*infoDev* aux Philippines donne une formation au personnel de Pinoy-Plus, une ONG basée à Manille.
Photo: ONUSIDA SEAPICT

axées sur le VIH/SIDA ou des questions plus larges ont été créées. Néanmoins, dans chaque pays, l'utilisation des listes électroniques a été différente. Au Viet Nam, une fois les connexions établies et la formation terminée, le FI a porté son attention sur la diffusion par courriel des informations pertinentes à chacune des organisations. Chaque jour, le FI réunissait l'information relative au VIH/SIDA auprès de plusieurs sources (dont les fichiers de SEA-AIDS, les documents de l'ONUSIDA sur les meilleures pratiques, les sites Internet internationaux sur le VIH/SIDA et des articles de presse), traduisait les textes en vietnamien et les diffusait en conséquence. L'entreprise chargée de mettre en œuvre le programme en Thaïlande a effectué un travail analogue, mais moins fréquemment. Aux Philippines, les choses se sont passées différemment, en partie parce que l'anglais est largement répandu et qu'il était moins nécessaire de traduire l'information. Le FI a étroitement collaboré avec les organisations pour modifier la culture d'entreprise et faire en sorte que les employés des organisations intègrent les technologies de l'Internet, et en particulier le courriel, dans leurs méthodes quotidiennes de travail. Il (ou elle) les a encouragés, le cas échéant, à utiliser le courriel plutôt que le téléphone et le courrier postal, pour communiquer et échanger des informations et des idées avec les autres organisations travaillant dans le domaine du VIH/SIDA.

3. Constitution de partenariats et d'alliances

De par sa nature même, qui est d'élargir et de renforcer les réseaux, le projet s'est efforcé de constituer des partenariats et des alliances. Dans chaque pays, l'ONUSIDA s'est assuré l'appui des principaux organes nationaux de lutte contre le SIDA et dans certains pays, par exemple au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam, l'autorisation du gouvernement a été nécessaire pour permettre le lancement du projet. Une fois ces organes clés identifiés, l'ONUSIDA a collaboré étroitement avec eux, afin de choisir les organisations à

aider et de planifier la mise en œuvre. Ce processus a été long, prenant jusqu'à un an et plus, notamment dans les pays exigeant une autorisation des pouvoirs publics. En planifiant de tels projets à l'avenir, il sera important de tenir compte du temps nécessaire pour obtenir le soutien ou le parrainage de ces organes clés.

Le type d'organisation à soutenir dans le cadre du projet a été différent dans les différents pays et reflète, de manière générale, les différentes approches adoptées par les pays pour gérer l'épidémie de VIH/SIDA. Au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam, la plupart des organisations ont été des institutions nationales telles que les ministères de la santé et de l'éducation, les organismes de recherche et les universités ainsi que des groupements tels que l'Union des femmes du Viet Nam. Par contraste, aux Philippines et en Thaïlande, la plupart des organisations étaient soit non gouvernementales (ONG) soit des groupes de personnes vivant avec le SIDA (PVS). En conséquence, le type de partenariat développé diffère considérablement d'un pays à l'autre. Les organisations du Viet Nam n'ont généralement échangé des informations avec les autres participants du projet que par des communications instructives assez formelles. Rien ne laisse penser que le projet ait permis la formation de partenariats solides entre les organisations *infoDev* ou avec des organismes du secteur privé. Dans les autres pays, les ONG et les groupes de PVS qui ont été soutenus ne se contentent pas d'échanger des informations, mais ils communiquent maintenant avec d'autres ONG et organisations communautaires et gouvernementales travaillant dans le domaine du VIH/SIDA, avec les organisations du monde des affaires actives dans le domaine du VIH et avec les institutions de financement. Le projet *infoDev* semble avoir facilité le développement de partenariats multisectoriels dans ce groupe.

Le projet a donné aux organisations deux moyens de créer des liens avec de nouveaux donateurs. Premièrement, en plus du financement de la Banque mondiale, d'autres donateurs comme la Fondation Ford et le PNUD ont aidé certaines organisations

à acquérir des ordinateurs et des imprimantes. Dans certains cas, c'était la première fois que les donateurs aidaient ces organisations et ils se sont efforcés de poursuivre ces rapports depuis lors. Deuxièmement, la possibilité de communiquer par courriel et de surfer sur Internet a permis aux organisations de trouver des renseignements sur de nouveaux donateurs potentiels et de trouver des fonds.

4. Achèvement du projet et viabilité

Initialement, il était prévu de connecter une quarantaine d'organisations dans chaque pays en l'espace d'un an. A la fin de cette période, les organisations devaient assumer la responsabilité des coûts commerciaux courants de l'accès à Internet, gérer les besoins en matière de formation au sein de l'organisation et se charger de l'entretien des systèmes informatiques. Bien que le projet thaï ait été achevé en un an, il est devenu évident que ces délais étaient insuffisants pour que des usagers débutants se familiarisent avec les ordinateurs et intègrent l'utilisation des techniques de l'Internet dans leur méthode de travail. Un grand nombre des organisations ne semblaient pas juger que le courriel et l'Internet étaient essentiels à leur succès et n'ont pas préparé la viabilité à long terme de l'accès à l'Internet ou de l'entretien des ordinateurs.

En conséquence, la durée a été prolongée dans les projets plus récents. Des avantages réels ont été retirés, aux Philippines, de la prolongation du projet et de la réduction des objectifs (15 organisations seulement). Le FI a été en mesure d'offrir une formation intensive comprenant des séances de suivi, ce qui a permis aux participants de se familiariser pleinement avec les techniques, de comprendre leur importance pour les organisations et de planifier les coûts et l'entretien de leurs systèmes dans l'avenir.

Suivi et évaluation du projet *infoDev*

1. Réaliser les objectifs

L'évaluation récemment terminée a examiné si les quatre objectifs relatifs à l'échange d'information et à la constitution de réseaux avaient été atteints. Dans quelques cas, les quatre objectifs ont été réalisés. Cependant, la tendance générale a indiqué qu'il a suffi, pour que la plupart des organisations considèrent que le projet avait été positif, qu'un ou deux des objectifs soient atteints. Généralement, la plupart des organisations d'un pays ont atteint le(s) même(s) objectif(s). Chacun des pays choisis pour l'étude de cas ont réalisé des objectifs différents, comme suit :

1. *Diffusion de l'information concernant le VIH/SIDA à l'intérieur du pays.* Les messages par courrier électronique, notamment adressés aux listes de courriel, sont un moyen très efficace de diffuser des informations importantes à un grand nombre de personnes. Les organisations *infoDev* utilisent leur accès au courriel pour distribuer l'information sur le VIH/SIDA à des degrés divers. Le Viet Nam, notamment, diffuse l'information de cette manière. Dans ce type de communication, le flux d'information tend à émaner du centre pour aller à la périphérie et il n'y a que peu d'échange d'information de la périphérie vers le centre, d'échange horizontal entre les pairs ou encore de brassage des idées.
2. *Dialogue interactif sur le VIH/SIDA entre organisations et individus à l'intérieur du pays.* En permettant aux organisations et aux individus d'échanger leurs connaissances et leurs expériences dans le domaine du VIH/SIDA, on espérait la création, dans chaque pays, de réseaux de collaboration et d'appui en matière de VIH/SIDA. Cet espoir s'est matérialisé dans de nombreuses organisations, en particu-

lier pendant la période du projet. Ce sont les Philippines qui ont le mieux réussi à cet égard. Les organisations de ce pays ont poursuivi leurs demandes mutuelles d'information, la transmission d'informations concernant leurs programmes, la participation à des discussions dans le cadre de la liste électronique Pinoy Reproductive Health et l'intégration de l'utilisation du courriel dans les méthodes quotidiennes de travail.

3. *Dialogue interactif sur le VIH/SIDA entre des organisations et des individus dans la région.* Un grand nombre des problèmes liés au VIH/SIDA dépassent les frontières nationales, c'est pourquoi l'ONUSIDA s'attendait à ce que les organisations échangent connaissances et expériences avec d'autres institutions de la région. Mais cela s'est révélé être une des faiblesses du projet car ces échanges ne se sont que peu produits – qu'il s'agisse de la participation des organisations aux forums de discussions comme SEA-AIDS ou des communications avec des groupes spécifiques dans la région. Actuellement, l'échange d'information semble davantage se faire au sein des pays qu'entre eux.
4. *Développement global de l'utilisation des technologies d'information basées sur l'Internet dans le secteur de la santé.* Si le premier objectif du projet était de constituer des réseaux par l'intermédiaire du courriel, les organisations ont tiré parti des autres avantages présentés par l'Internet. Un grand nombre d'institutions utilisent l'Internet pour accéder non seulement à des informations liées au VIH/SIDA mais aussi à d'autres informations. En Thaïlande, c'est surtout à cette fin que les communications électroniques sont utilisées. Certaines organisations ont créé leurs propres pages d'accueil qui leur permet d'informer les autres de leur existence et de promouvoir leurs programmes. Plus récemment, elles ont organisé un groupe «chat» pour discuter du VIH/SIDA sur la toile et elles envisagent en outre d'organiser des téléconférences.

2. Tirer les leçons de l'expérience

Plusieurs facteurs ont influé sur le niveau auquel les organisations ont atteint leurs objectifs. Si certains d'entre eux ont été mentionnés dans les sections précédentes, il est utile de résumer ici les facteurs principaux car ils constituent autant de leçons importantes à tirer du projet et ils devront être pris en compte lors de la planification de projets analogues. Ils comprennent :

- *Le milieu des télécommunications.* Tant le contexte de réglementation que les conditions de l'infrastructure affectent le coût, la rapidité de transmission des données et la fiabilité des connexions. Ceci a eu un effet sur le type d'organisation à inclure dans le projet et a déterminé à quelle fréquence et dans quel but les organisations utilisaient leur accès en ligne.
- *Les facteurs socioculturels.* Ces derniers ont une influence sur la manière dont les participants utilisent la technologie. Le niveau de riposte nationale au VIH/SIDA a déterminé comment la technologie a été utilisée. Dans les pays où l'action nationale contre l'épidémie n'avait débuté que récemment, les individus manquaient d'information. C'est pourquoi la transmission par courriel d'informations traduites à de nombreuses personnes s'est révélé un moyen efficace d'améliorer rapidement les connaissances des populations. Les facteurs culturels ont peut-être influé sur l'aisance avec laquelle les participants communiquaient par courriel. Il est certain que la langue peut constituer un sérieux obstacle qui influe massivement sur l'information à laquelle les gens ont accès et sur le type de personnes avec lesquelles ils communiquent.
- *Les facteurs politiques.* La structure politique de chaque pays a déterminé la meilleure approche à adopter pour apporter aux populations une information sur le VIH/SIDA. Les deux principales options envisagées ont été la diffusion

d'information du centre vers la périphérie et la promotion d'échanges informels entre pairs à tous les niveaux.

- *La formation et l'appui technique.* La qualité et la disponibilité de la formation et de l'appui technique ont toutes deux joué un rôle important sur la manière dont les organisations ont utilisé la technologie. Les organisations qui ont reçu une formation intensive fondée sur leurs besoins ainsi qu'un appui opportun sont celles qui ont participé le plus activement à l'échange d'informations et à la collaboration avec d'autres partenaires des réseaux.



Cours de formation donné par le Mirror Arts Group, qui met en œuvre l'*infoDev* en Thaïlande.
Photo: Mirror Arts Group (www.bannok.com)

3. Identifier les problèmes à venir

Le grand problème qui se pose aux organisations participantes lorsque le soutien est retiré consiste à entretenir et renforcer leur capacité à communiquer par courriel et à s'étendre. Certaines organisations, notamment celles des Philippines, étaient très conscientes de ce problème et ont été encouragées par le FI à planifier sur le long terme. Dès le début du projet, elles ont fait en sorte que le financement et l'appui technique nécessaires se poursuivent lorsque le soutien d'*infoDev* serait retiré. Ces organisations ont montré que l'utilisation du courriel permettait d'économiser sur les frais de poste et de télécopies et elles ont été en mesure d'obtenir de manière interne les fonds nécessaires pour financer les coûts d'un accès commercial à l'Internet. D'autres organisations ne semblent pas s'être préparées à la relève après la fin du projet (ou ne sont pas parvenues à obtenir des fonds et/ou un soutien) et pâtissent aujourd'hui d'un accès limité ou d'un manque d'appui technique.

Au Viet Nam, le coût permanent de l'accès n'a pas vraiment été un problème pour les organisations gouvernementales. Toutefois, ces organisations ont été confrontées à un problème semblable pour ce qui est de la viabilité du service de traduction suite au départ du FI. Malheureusement, ce problème n'est pas résolu actuellement et le matériel traduit n'est plus distribué régulièrement. Par conséquent, le forum sur le VIH/SIDA est utilisé de manière sporadique et un grand nombre des institutions qui utilisaient le courriel pour recevoir l'information traduite en font maintenant un usage limité, sinon nul. Il est certain que, pour entretenir des projets de réseaux dans des pays connaissant une barrière linguistique, il faut prévoir la continuité des services de traduction. Cette question sera abordée plus loin de façon détaillée.

Le projet *infoDev*: un exemple de meilleure pratique?

Quels sont les éléments spécifiques du projet qui pourraient constituer un exemple de meilleure pratique? Pour l'ONUSIDA, une meilleure pratique implique un processus durable d'apprentissage, la rétro-information, la réflexion et une analyse de ce qui fonctionne ou non et pourquoi. Cinq critères ont été définis pour contribuer à analyser une pratique: efficacité, efficacité, bien-fondé éthique, pertinence et viabilité. Une pratique donnée ne doit pas nécessairement remplir ces cinq critères, mais doit fournir des exemples utiles susceptibles d'être reproduits ailleurs. Le projet *infoDev* illustre les meilleures pratiques de l'ONUSIDA de plusieurs manières:

Efficacité: Le projet, mesuré au nombre d'organisations aujourd'hui en mesure de communiquer par les moyens électroniques (de 15 à 47 organisations dans chaque pays) et au nombre de messages électroniques envoyés aux listes d'adresses de courriel (103 messages envoyés en septembre 2000 au Forum Pinoy

Reproductive Health aux Philippines), semble avoir atteint son but qui est de permettre la communication électronique entre les organisations, favorisant ainsi l'échange d'informations sur le VIH/SIDA.

Efficience: Dans des pays comme le Viet Nam, où de nombreuses personnes ont besoin d'informations sur une vaste gamme de sujets liés au VIH/SIDA, l'emploi de listes de courriel s'est révélé efficace pour diffuser l'information. Les destinataires ont fréquemment imprimé et diffusé ce matériel auprès d'autres personnes au sein de leur organisation et même à l'extérieur, atteignant ainsi un grand nombre de gens qui n'ont pas accès aux moyens électroniques de communication. L'efficience de la mise en œuvre a varié selon les pays, mais dans certains cas, des résultats très positifs ont été obtenus avec des ressources relativement modestes. Aux Philippines, par exemple, un FI a été en mesure de fournir la plus grande partie du soutien technique et toute la formation nécessaire pour permettre à plusieurs organisations de devenir extrêmement compétentes dans l'utilisation du courriel et de l'Internet. D'autres contributions ont permis de financer le coût mensuel de l'accès à l'Internet pour chaque organisation et d'acheter plusieurs modems. Au niveau des organisations individuelles, l'efficience s'est encore accrue lorsque les participants ont transmis à leurs collègues la formation qu'ils avaient reçue.

Pertinence: Assurément, l'information constitue l'une des clés du succès de la gestion de l'épidémie de VIH. Les moyens de prévenir la propagation de l'épidémie sont connus: le problème consiste à communiquer ce message à la population sous une forme qui encourage le changement des comportements. Pour y parvenir, un grand nombre d'approches ont été étudiées et certaines d'entre elles se sont montrées plus efficaces dans certaines situations que dans d'autres. Le temps manque et l'on ne peut laisser chacun refaire les mêmes erreurs: la communauté du VIH/SIDA doit tirer les leçons de l'expérience faite par les autres afin de parvenir aux meilleurs résultats avec les ressources disponibles. Les efforts déployés pour obtenir le soutien des organismes nationaux sur le

SIDA, ainsi que leur participation dans la sélection des organisations a permis d'assurer que les organisations bénéficiant d'une aide étaient importantes pour la riposte nationale à l'épidémie de VIH/SIDA.

Dans plusieurs pays, la formation s'est révélée insuffisante. Toutefois, de bons résultats ont été obtenus lorsque les programmes de formation étaient adaptés aux besoins particuliers des participants. Aux Philippines, la formation donnée était pertinente tant aux besoins des participants qu'aux objectifs du projet – axée surtout sur l'utilisation du courriel et s'adressant à des usagers débutants. Un suivi suffisant a été apporté, afin que les participants soient vraiment à l'aise avec la technologie et instaurent les modifications nécessaires dans la culture d'entreprise pour incorporer la technologie du courriel dans les méthodes quotidiennes de travail.

Viabilité: Bien que le projet ne soit achevé que depuis peu de temps dans plusieurs pays, une tendance se dessine pour ce qui est de garantir la viabilité de l'accès électronique. Ces organisations, notamment aux Philippines, qui ont intégré le courriel et/ou l'Internet dans leurs méthodes quotidiennes de travail avant la fin du projet, ont fait en sorte que l'élargissement du financement et le renforcement de leurs capacités en matière de courriel et de constitution de réseaux soient durables. Les organisations des Philippines et, de plus en plus, celles de Thaïlande sont des exemples de viabilité.

Les membres du personnel de l'ONG «laboratoire des enfants» basée à Manille envoient des courriels à leurs homologues en Indonésie.

Photo: ONUSIDA SEAPICT

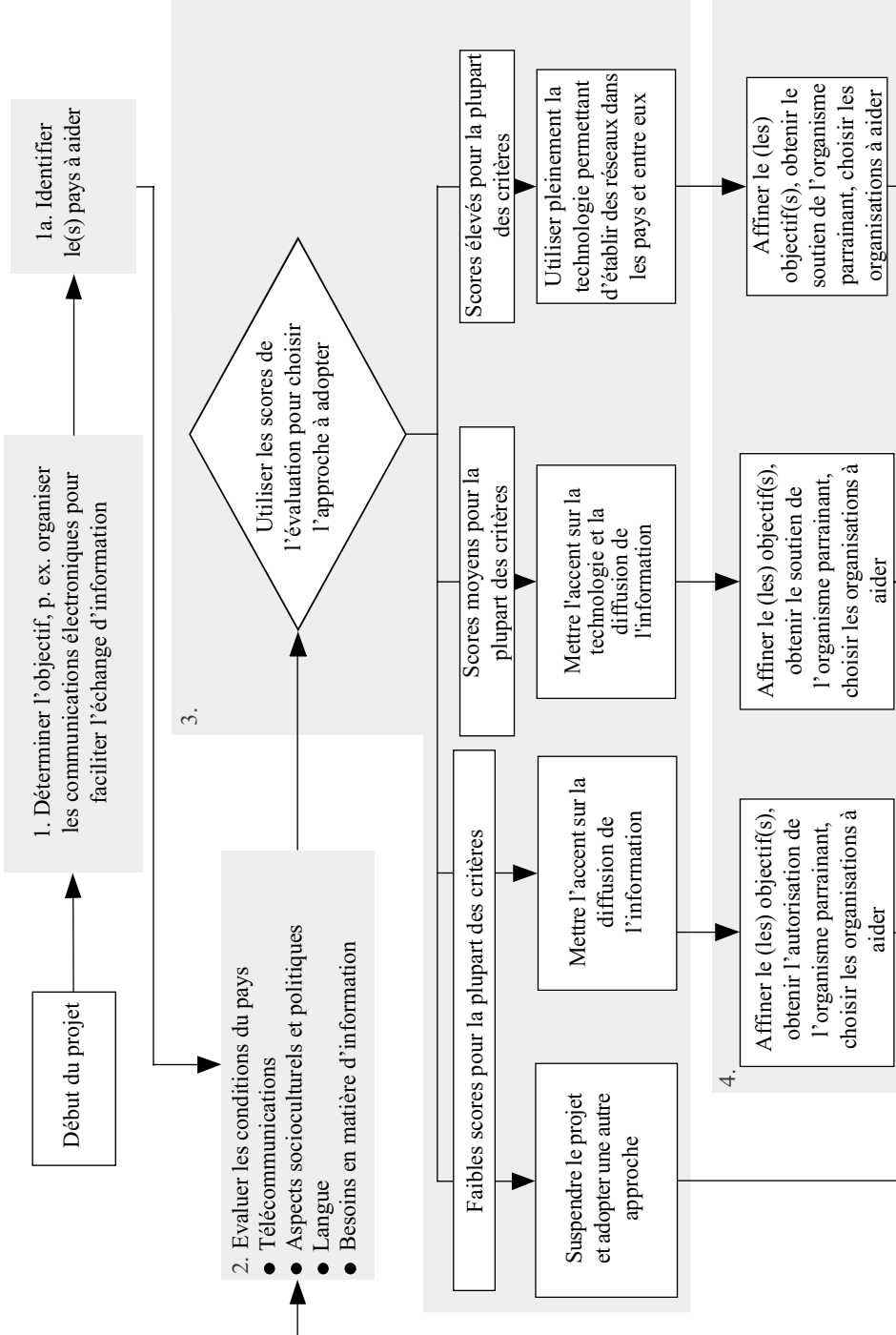


Créer les réseaux électroniques du futur – une méthodologie de meilleure pratique

Un grand nombre des éléments de la conception et de la mise en œuvre du projet *infoDev* ont été de grands succès. Le projet s'est révélé une entreprise utile pour permettre aux individus et aux organisations travaillant dans le domaine du VIH/SIDA d'échanger des informations, de partager leurs expériences et de développer des idées. Le déroulement du projet et l'évaluation formelle ont permis de mieux comprendre a) les facteurs particuliers qui déterminent les résultats éventuels et b) les problèmes communs à des projets de ce type et les solutions possibles. C'est ainsi qu'une méthodologie a été proposée susceptible d'estimer la faisabilité et de soutenir la planification et la mise en œuvre de projets analogues visant à constituer des réseaux de communication électronique.

L'organigramme pages 26-27 présente cette méthode et décrit les diverses étapes du projet. Notamment:

1. Définition du ou des objectifs du projet et identification des pays participants.
2. Evaluation des facteurs qui détermineront les objectifs spécifiques du réseau dans chaque pays et l'approche à adopter pour la mise en œuvre.
3. Choix de l'approche à adopter pour la mise en œuvre.
4. Planification de la mise en œuvre.
5. Mise en œuvre du réseau électronique.
6. Evaluation des résultats.



Début du projet

1. Déterminer l'objectif, p. ex. organiser les communications électroniques pour faciliter l'échange d'information

1a. Identifier le(s) pays à aider

2. Evaluer les conditions du pays
- Télécommunications
 - Aspects socioculturels et politiques
 - Langue
 - Besoins en matière d'information

Utiliser les scores de l'évaluation pour choisir l'approche à adopter

Faibles scores pour la plupart des critères

Suspendre le projet et adopter une autre approche

Scores moyens pour la plupart des critères

Mettre l'accent sur la technologie et la diffusion de l'information

Scores élevés pour la plupart des critères

Utiliser pleinement la technologie permettant d'établir des réseaux dans les pays et entre eux

4. Affiner le (les) objectif(s), obtenir l'autorisation de l'organisme parrainant, choisir les organisations à aider

Affiner le (les) objectif(s), obtenir le soutien de l'organisme parrainant, choisir les organisations à aider

Affiner le (les) objectif(s), obtenir le soutien de l'organisme parrainant, choisir les organisations à aider

5.

Autres solutions:

- Offrir le courriel/Internet à une personne dans le pays qui obtient, traduit, imprime et diffuse l'information.
- Envisager d'autres technologies – émissions de radio d'informations

Le FI fournit

- Appui technique
- Traduit et distribue les documents
- Forme au courriel
- Utiliser les listes courriel
- Diffuser une large gamme d'informations
- Viabilité planifiée par l'autorité nationale ou le donateur
- Le donateur contrôle le contenu

Le FI fournit

- Formation – courriel et Internet
- Traduit et distribue les documents
- Encourage les séances d'information d'entreprise et participe aux groupes de discussion dans le pays
- Appui technique fourni par le FI ou entreprise commerciale
- Utiliser des listes de courriel pour diffuser l'information et échanger expériences et idées
- Diffuser des informations spécifiques
- Viabilité planifiée par les organisations et l'autorité nationale ou le donateur
- Promotion des autres techniques de discussion

Le FI fournit

- Formation – axée sur le courriel et la résolution des problèmes, puis sur l'Internet
- Encourage l'évolution de la culture d'entreprise et participe aux groupes de discussion dans le pays et entre les pays
- Appui technique fourni par le FI ou entreprise commerciale
- L'échange d'information est axé sur les besoins spécifiques
- Les listes de courriel sont utilisées pour échanger expériences et idées
- Viabilité planifiée par les organisations
- Promotion des autres techniques de l'Internet – pages d'accueil, forums de discussion

6.

Examiner les facteurs limitatifs, p. ex.

- Manque d'argent...
- Manque de temps...
- Technologie insuffisante...
- Ressources humaines insuffisantes...

Passer à l'étape suivante du projet si on l'estime possible

Le projet est-il un succès?

Non

Oui

Certaines des étapes nécessitent des explications plus détaillées que celles données dans l'organigramme. On les trouvera dans les pages suivant ce dernier.

1. Définition de l'objectif

La première étape consiste à définir l'objectif (ou les objectifs) global du projet. A ce stade des buts assez généraux sont peut-être suffisants; par exemple, l'objectif du projet *infoDev* était de faciliter l'échange d'information et d'expériences dans la région, élargissant et renforçant ainsi les réseaux régionaux dans le domaine du VIH/SIDA. Cependant, avec l'avancement du projet, il devient important d'évaluer et de revoir éventuellement les objectifs, notamment si plusieurs pays participent au projet. Comme on l'a déjà noté, l'objectif global du projet *infoDev* comprenait en fait quatre objectifs supplémentaires plus détaillés et les organisations n'en ont généralement réalisé qu'un ou deux. Le (ou les) objectif(s) seront donc réexaminés après la fin des étapes 2 et 3 ci-dessous, car il sera plus facile à ce moment-là de déterminer ce qui est faisable et ce qui est le plus profitable.

2. Evaluation de l'environnement

Nous avons noté plus haut plusieurs des facteurs spécifiques qui ont influé sur les résultats obtenus et objectifs réalisés par les organisations. Il s'agit notamment de facteurs socioculturels et politiques, de la situation des télécommunications, des besoins courants du pays en matière d'information et de la présence de barrières linguistiques. Il convient donc dans chaque pays d'évaluer l'environnement en fonction de ces facteurs avant le début du projet. Les résultats de cette évaluation permettront de décider de l'approche à adopter pour la mise en œuvre ainsi que des objectifs pour chaque pays. Une manière utile d'évaluer l'environnement consiste à examiner plusieurs questions ou critères particuliers et d'assigner un score aux réponses pour chaque pays. L'approche à adopter pour la mise en œuvre pourra être déterminée en fonction du score obtenu.

Nous suggérons de considérer les questions suivantes, car elles sont étroitement liées aux facteurs qui ont influé sur les résultats du projet *infoDev*. Pour chacun des pays, examinez ces questions et décidez de la position du pays sur l'échelle décrite ci-dessous.

Infrastructure des télécommunications :

- Quelle est la nature de l'infrastructure dans le pays ? Penser à l'existence des connexions, à la fiabilité et à la rapidité de la transmission.
- Quels sont les services d'appui technique ?
- Quels sont les coûts de branchement ?
- Quels sont les coûts du matériel informatique ?

1 = non existants ou extrêmement limités dans l'ensemble du pays, coûts du matériel et des branchements généralement élevés.

2 = limités dans l'ensemble du pays, coûts du matériel et des branchements généralement élevés.

3 = service convenable dans les villes mais limité dans les provinces, les coûts du matériel et des branchements varient d'une région à l'autre.

4 = service bon et fiable dans les villes, services partiels dans les provinces, coûts du matériel et des branchements variables.

5 = service bon et fiable dans l'ensemble du pays, coûts du matériel et des branchements variables.

Facteurs socioculturels :

- Quelle est la nature du contexte politique ?
- Dans quelle mesure les organisations sont-elles ouvertes aux idées nouvelles et capables d'initiative et d'innovation ?
- Les organisations sont-elles prêtes à évaluer et comparer leur propre performance ?
- Existe-t-il des facteurs culturels particuliers qui ont un impact sur la manière dont communiquent les individus ?

- 1 = centralisé, hiérarchique, hésitant ou peu intéressé à échanger des informations et des idées, information sous fort contrôle gouvernemental.
- 2 = centralisé et hiérarchique, échangera des informations avec certaines organisations particulières, un certain contrôle est exercé par le gouvernement sur le contenu de l'information.
- 3 = échangera des informations avec certaines organisations particulières.
- 4 = ouvert, coopératif, prêt à échanger des informations et des idées avec des organisations du pays, désir ou intérêt moindres pour l'échange d'idées avec d'autres pays en raison de difficultés linguistiques ou parce que cet échange est jugé sans objet.
- 5 = ouvert, coopératif, prêt à échanger des informations et des idées avec des organisations dans le pays et à l'étranger.

Barrières linguistiques :

- Existe-t-il une barrière linguistique ?
- Y a-t-il une langue locale commune (à l'intérieur du pays)? (La question d'une langue régionale commune (entre les pays) est abordée plus loin)

- 1 = La langue nationale est la seule langue parlée par la majorité de la population.
- 2 = La population a des notions d'anglais ou d'une autre langue commune.
- 3 = Un grand nombre de personnes parlent couramment l'anglais ou une autre langue commune.

Besoins du pays en matière d'information:

Quel est le niveau de développement de la riposte nationale au VIH/SIDA?

- 1 = La riposte nationale est très récente, l'information dans le pays est très limitée et la population n'a que peu de connaissances sur la prévention, la prise en charge et le traitement du VIH.

- 2 = La riposte nationale a commencé il y a plusieurs années, on trouve un niveau moyen d'information dans le pays et la population a des connaissances limitées en matière de prévention, de prise en charge et de traitement du VIH.
- 3 = La riposte nationale dure depuis de nombreuses années, il existe déjà beaucoup d'information dans le pays et la population est assez bien informée des questions de prévention, de prise en charge et de traitement du VIH.

3. Choix de l'approche à adopter

Les résultats de l'évaluation devraient donner une bonne idée de l'approche à adopter pour la mise en œuvre. Les trois approches reflètent, avec quelques nuances, les diverses méthodes de mise en œuvre du projet *infoDev*. Au Viet Nam, la mise en œuvre a été axée sur la diffusion de l'information, aux Philippines, l'accent a été mis sur l'utilisation de la technologie pour établir des réseaux et la Thaïlande a adopté une approche hybride.

Dans certains cas, la décision de placer le projet en attente peut être valable. Par exemple, durant le projet *infoDev*, il a été décidé de suspendre la mise en œuvre au Myanmar, car l'infrastructure technique était tout simplement insuffisante (Rangoon connaît chaque jour des coupures de courant de 10 à 12 heures) et le contexte politique aurait limité les possibilités. Lorsque la mise en œuvre d'un réseau électronique n'est pas possible, il convient d'envisager d'autres moyens de diffusion de l'information. Cela peut aller de la diffusion radiophonique des informations sur le VIH/SIDA, à la diffusion au moyen des médias écrits, ou à l'aide à une organisation clé (soit gouvernementale, ONG ou organisation donatrice internationale), afin qu'elle accède au courriel/Internet pour obtenir l'information nécessaire, puis la traduise et la distribue sous forme imprimée.

4. Planification de la mise en œuvre

Une fois l'approche choisie, il convient d'obtenir le soutien des organismes clés, tels que le programme national de lutte contre

le SIDA, car ils sont probablement susceptibles de contribuer au choix des organisations bénéficiaires d'assistance. Leur participation au perfectionnement et au choix des objectifs du réseau est également essentielle.

Au stade de la planification, il faut décider qui apportera l'appui technique et la formation. L'évaluation du projet *infoDev* indique que la meilleure option pourrait être de mandater une entreprise extérieure et d'employer un FI. Il ou elle sera chargé(e) de fournir la formation, de traduire et distribuer l'information pertinente sur le VIH/SIDA, d'encourager activement les organisations à utiliser le courriel d'une manière interactive et de faire le lien entre l'entreprise privée, l'organe national sur le SIDA, l'ONUSIDA et les organisations. L'entreprise commerciale installera les premiers raccordements et se chargera du suivi de l'appui technique aux organisations. Cette approche est appropriée car les compétences nécessaires pour fournir tant la formation que l'appui technique sont considérables – il s'agit de compétences techniques et humaines ainsi que de bonnes connaissances du VIH/SIDA, ou pour le moins des questions de santé générale. Il est difficile de trouver toutes ces compétences chez une même personne. Mais il est évident qu'il convient d'en juger au cas par cas.

5. Mise en œuvre

Les principales activités liées à la mise en œuvre figurent dans l'organigramme des pages 26-27 et ont été examinées en détail dans l'étude de cas. Quelques points exigent toutefois des explications complémentaires:

5.1 Formation

Dans des projets de ce type où les compétences des usagers sont limitées et les ressources techniques dont disposent les organisations sont insuffisantes, il faut apporter les éléments suivants pour assurer le succès du projet:

- Un programme de formation fondé sur la résolution des problèmes, comprenant des classes peu nombreuses, et un accès

PC pour chacun des participants. La durée de la formation doit être adaptée aux connaissances des usagers mais de l'ordre de plusieurs jours, pas nécessairement consécutifs. Il est souvent plus utile de répartir les séances de formation sur plusieurs semaines ou plusieurs mois, ce qui permet aux usagers de mettre en pratique leurs nouvelles connaissances dans l'intervalle et de les améliorer à chaque nouvelle séance. La formation ne doit pas être axée exclusivement sur l'utilisation du courriel et/ou de l'Internet, mais assurer également aux participants une bonne compréhension et une connaissance de cette nouvelle technique ainsi que des possibilités qu'elle peut leur offrir. Il faut donner aux participants des listes d'adresses utiles sur le web ainsi que les adresses de courriel des organisations pertinentes, en particulier celles qui participent aux projets. Il est aussi important pour les usagers d'apprendre les bases d'entretien et de fonctionnement des PC, c'est-à-dire comment éteindre correctement un ordinateur, s'assurer que le PC est éteint lorsqu'il n'est pas utilisé, comment le rétablir après une interruption de courant si l'approvisionnement électrique est irrégulier, et résoudre les problèmes courants rencontrés avec les modems et les systèmes de communications.

- Une documentation de formation doit également être fournie – un guide de l'utilisateur ainsi qu'un guide permettant de résoudre les problèmes. Les participants du projet ITrain, dirigé par le Centre canadien de recherches pour le développement international (CRDI), ont élaboré plusieurs guides de formation utiles. Ils sont axés sur l'utilisation de l'Internet et comprennent des modules sur la création et l'entretien de listes de courrier électronique. Ces matériels peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site <http://unganisha.idrc.ca/itrain/>. Ils peuvent aussi être modifiés si nécessaire.
- La rotation du personnel est souvent rapide dans de nombreuses organisations impliquées dans ce type de projet. Il faut donc faire en sorte qu'un nombre suffisant de membres soient formés et les encourager à transmettre leurs connaissances aux autres membres de leur organisation. Le person-

nel ne se sentira suffisamment sûr pour le faire que si sa propre formation a été efficace.

5.2 Appui technique

Les besoins en matière d'appui technique seront généralement importants dans les projets dont les organisations n'ont que peu de connaissances techniques et dont la plupart des usagers sont des débutants en informatique. Pour assurer le succès du projet, il convient de fournir les services suivants :

- Fournir un appui technique suffisamment compétent, par exemple un bureau d'assistance ou équivalent pendant la durée du projet. Ce bureau devra disposer de ressources suffisantes afin que les organisations puissent obtenir de l'aide en temps opportun. Au cours de la planification du projet, le nombre et l'implantation géographique des organisations choisies doit correspondre aux ressources disponibles pour la formation et l'appui technique. S'il n'est pas possible de fournir un appui technique aux organisations situées dans des zones éloignées, il ne vaut peut-être pas la peine de connecter ces organisations avant que la situation ne s'améliore. Dans ces cas, il convient d'envisager d'envoyer par courrier des exemplaires des informations pertinentes.
- Il convient de prévoir un appui à long terme, c'est-à-dire après la fin du projet, pendant que le projet est encore en cours. On peut par exemple conclure des accords avec des magasins d'informatique ou des fournisseurs d'accès Internet sur place, créer des groupes d'assistance mutuelle (amis, collègues, membres d'autres organisations participant au réseau) qui connaissent les mêmes problèmes et peuvent appliquer les mêmes solutions.

5.3 Durée du projet

Faire en sorte que la durée du projet donne suffisamment de temps aux organisations pour instituer les changements nécessaires dans la culture professionnelle de manière à tirer les plus grands avantages de l'accès au courriel et à l'Internet.

L'expérience acquise au cours du projet *infoDev* indique que le temps nécessaire est de *deux* ans. Les coûts du projet seront évidemment plus élevés que ceux d'un projet sur une année, puisque le financement d'un FI et/ou d'un appui technique devra porter sur deux ans. Toutefois, cette dépense sera largement compensée par l'amélioration à moyen et long terme de l'efficacité.

5.4 Information sensible

Toutes les sociétés ont des usages et des tabous culturels, mais certaines sont plus facilement prêtes à en discuter. De même, les gouvernements sont plus ou moins enclins à partager l'information. Les points suivants devront être examinés au cours de la mise en œuvre :

- Des organisations clés peuvent encourager plus activement les débats sur les sujets culturellement sensibles. Pour stimuler et activer le débat, il peut être utile d'employer des personnes qui, introduites dans le public, poseront des questions précises ou soulèveront des problèmes difficiles.
- L'échange des adresses de courriel n'encourage pas les gens à participer aux listes électroniques et aux forums de discussion car ils ne savent pas toujours très bien s'ils sont considérés comme porte-parole de leur organisation ou comme individus. Dans la mesure du possible, il faudrait donner aux usagers au sein d'une organisation une adresse électronique individuelle.
- Dans les sociétés où la discussion ouverte de certains sujets peut entraîner stigmatisation et discrimination, les listes électroniques et forums de discussion fermés constituent une option utile pour échanger des informations. Ces listes sont inaccessibles au grand public – seuls les membres inscrits peuvent en prendre connaissance, ce qui permet une discussion plus libre de certains sujets.

Si l'on craint que l'information soit censurée ou interprétée de manière tendancieuse, une surveillance devrait être établie si possible. Ce rôle pourrait être rempli par une organisation internationale ou caritative qui examinerait les listes électroniques

et les forums de discussion sur le web. Dans la mesure du possible, il faudrait alors consulter les autorités compétentes dans le pays, afin d'encourager un accès plus libre à l'information.

5.5 Facteurs culturels particuliers

- Lorsque certains aspects et valeurs culturels sont reconnus comme susceptibles d'influer sur les résultats du projet, il conviendrait de faire les efforts nécessaires pour s'y adapter. Par exemple, plusieurs des Thaïs participant au projet *infoDev* ont fait observer que, s'ils avaient pu rencontrer les personnes des autres organisations participantes au début du projet, ils auraient été plus à l'aise pour établir des communications électroniques avec elles.

5.6 Création d'un réseau régional

Il a été difficile d'établir un réseau régional, par opposition aux réseaux intranationaux au cours du projet *infoDev*. Les facteurs suivants devront être pris en compte durant la mise en œuvre :

- La barrière linguistique, si elle existe, constitue un obstacle important pour tous les types de communications régionales. Certaines régions du monde, par exemple l'Asie du Sud-Est, ont un grand nombre de langues locales, mais peu d'entre elles sont largement répandues et lues. Une telle situation pourrait être résolue par la fourniture d'un service de traduction. Les matériels clés d'information seraient choisis pour être traduits puis diffusés dans tous les réseaux intranationaux. Un coordonnateur dans chaque pays ferait la liaison et pourrait choisir les matériels locaux susceptibles d'intéresser plus largement la région et la communauté internationale. Ces fonctions doivent pouvoir durer pour que le réseau se maintienne à la fin de la mise en œuvre technique.
- Si les participants n'ont pas l'habitude de travailler en collaboration régionale, ou ne se sentent pas à l'aise pour le faire, un modérateur pourrait être désigné pour promouvoir activement le réseau régional, tout comme le fait un anima-

teur qui stimule, met en question et en doute un petit groupe de travail et lui permet de travailler en commun de manière plus efficace.

- Utiliser les conférences régionales pour renforcer le réseau. Attribuer certaines sessions des conférences aux participants qui ont travaillé au projet de mise en réseau. Utiliser les sessions pour poursuivre la formation technique et encourager les participants à établir des relations de travail avec leurs collègues de la région.
- Faire en sorte que les listes électroniques et les forums de discussion soient pertinents – si l'éventail des sujets traités dans les listes est trop vaste, les participants auront l'impression qu'il ne vaut pas la peine de prendre le temps de chercher et de lire les informations spécifiques qui les intéressent.
- Les fichiers attachés, en particulier s'ils sont volumineux, ne devraient généralement pas être envoyés par courriel, car les bénéficiaires n'ont d'autre choix que de tenter de les transférer sur leur ordinateur, ce qui peut être coûteux (temps de branchement) et plein d'autres difficultés. Les bénéficiaires pourraient n'en avoir que peu ou pas besoin. Les fichiers attachés devraient idéalement être téléchargés à partir d'un site web, dont l'adresse est conseillée par courriel. Lorsque l'accès à Internet est difficile, les fichiers attachés peuvent être facilement envoyés par courrier, ce qui est parfois plus efficace dans ces circonstances.

6. Evaluation

L'évaluation du projet est une étape importante du processus et doit déterminer si les objectifs ont été atteints. S'ils ont été pleinement atteints, il conviendra d'envisager l'utilité des phases supplémentaires du projet. Il peut s'agir d'élargir le réseau à d'autres organisations dans un pays et/ou d'accroître les moyens par lesquels les membres existants du réseau utilisent les techniques de l'Internet. Dans les organisations dont les membres se sont familiarisés avec le courriel et l'Internet et s'y sentent à l'aise, on peut envisager de leur apporter une aide

supplémentaire qui leur permettra de créer leur propre page d'accueil sur le web et de communiquer au sein de groupes de discussion par courriel ou de participer à des réunions Internet. Dans les organisations qui n'ont bénéficié que de l'accès au courriel, il pourrait être utile de réexaminer les conditions dans le pays. Si le contexte a changé, on peut envisager de lancer la phase d'accès à l'Internet et de former les organisations concernées.

Au cours de l'évaluation, il est important d'estimer si la viabilité à long terme du réseau a été prévue. Plusieurs facteurs sont à envisager, et il a déjà été fait mention de certains d'entre eux, mais il n'est pas inutile de les répéter :

- Faire en sorte que les organisations ont pris les dispositions nécessaires pour assumer les frais de l'accès commercial au courriel/Internet à la fin du financement du projet.
- Encourager les organisations à réunir les arguments commerciaux nécessaires à la survie du projet en contrôlant et en analysant les économies faites sur les coûts d'envoi postal et de téléphone au cours du projet. Ceci devrait contribuer à convaincre les donateurs que l'accès ne constitue pas un coût supplémentaire. Si plusieurs donateurs participent au financement, il pourrait être utile de répartir le budget nécessaire à l'accès commercial sur plusieurs des projets au sein de l'organisation. Envisager de ne fournir un accès gratuit au courriel que pendant la première année du projet. Si les organisations doivent prendre des mesures pour financer le coût de leur accès au courriel durant la deuxième année du projet, la probabilité est meilleure pour que celui-ci se poursuive à la fin du projet.
- Il est impératif de prendre les mesures nécessaires pour maintenir un appui technique. On peut par exemple conclure des accords avec des magasins d'informatique ou des fournisseurs d'accès Internet sur place ou créer des groupes d'assistance mutuelle.
- Pour de nombreux pays, la viabilité du réseau dépendra d'un approvisionnement continu en information dans la langue

nationale. Il ne fait aucun doute que la traduction, à long terme, des informations utiles sur le VIH/SIDA nécessite une contribution importante. Il est certain que si ce service n'est pas fourni, un grand nombre des membres du réseau cesseront d'utiliser le courriel, car il ne leur offre que peu d'avantages.

Si à la fin du projet les objectifs n'ont pas été atteints, il convient d'indiquer les raisons de ces échecs dans l'évaluation finale. Le projet devrait se poursuivre, car le besoin perçu au début du projet n'a vraisemblablement pas changé. Il est recommandé de reprendre le projet à la phase deux. C'est-à-dire qu'il faut évaluer les conditions dans le pays et faire en sorte que soient prises en compte les raisons de l'échec rencontré la première fois. L'approche à adopter pour la mise en œuvre devrait être évidente et ne sera pas nécessairement différente de celle adoptée la première fois, sauf si les conditions sont maintenant plus satisfaisantes, par exemple un projet peut avoir échoué parce que l'infrastructure des télécommunications était en fait insuffisante dans les régions rurales lorsque les organisations ont été branchées la première fois. Au moment où le projet recommence, la situation des télécommunications peut avoir considérablement changé, rendant possible l'adoption de la même approche avec une bien meilleure chance de succès. En outre, les participants auront tiré les leçons de leur expérience.

Liste de documentation : mise en réseaux, technologie et développement

La liste ci-après présente plusieurs des ressources essentielles utilisées au cours du projet. Nous y avons aussi ajouté une liste annotée des organisations participant à des programmes de mise en réseaux à vocation internationale. Cette liste s'inspire largement des liens fournis par le site web du projet infoDev : <http://www.infodev.org/about/other.htm>.

Tous ces liens étaient en fonction en mars 2001.

1. Rapports importants

Credé A, Mansell R. *Sociétés du savoir... en bref: la technologie de l'information au service du développement durable*, Canada, Centre de recherches pour le développement international (CRDI), 1998. www.idrc.ca

Fervoy P, Martínez J, Sáenz M. *Promoting Equitable Access, Meaningful Use and Appropriation of the Internet* (Pour un accès équitable, une utilisation judicieuse et la maîtrise de l'Internet), Canada, Centre de recherches pour le développement international (CRDI), 2001.

Mansell R, Wehn U, eds. *Knowledge Societies: Information Technology for Sustainable Development* (Sociétés du savoir: la technologie de l'information au service du développement durable). Commission des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, 1998. (ISBN 0-19-829410-7).

http://www.unctad.org/en/subsites/dite/5_intgov/5_cstd.htm.

Pruett D, Deane J. *The Internet and poverty: real help or real hype?* (L'Internet et la pauvreté: info ou intox?) Panos Briefing 28, avril 1998.

<http://www.oneworld.org/panos/briefing/interpov.htm>

Panos dispose de plusieurs documents d'information sur les technologies de l'information à l'adresse suivante:

<http://www.oneworld.org/panos/briefing/itindex.htm>

Rodriguez F, Wilson Ernest J. *Are Poor Countries Losing the Information Revolution?* (Les pays pauvres sont-ils en train de rater la révolution de l'information?) College Park, The University of Maryland, mai 2000. (Document de travail à l'intention du Projet *infoDev*, disponible uniquement sur Internet).

<http://www.infodev.org/library/wilsonrodriguez.doc>

Wilson Ernest J III. *Meeting the Challenges of Internet Inequality* (Résoudre les problèmes de l'inégalité face à l'Internet). Juin 1999 (disponible sur Internet)

<http://www.bsos.umd.edu/cidcm/papers/ewilson/isocmss.htm>

Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, 1998-1999: Le Savoir au service du développement. New York, Oxford University Press, 1999.

<http://www.worldbank.org/wdr/wdr98/contents.htm>

2. Outils permettant de créer des réseaux électroniques

Cothrel J, Williams Ruth L. On-line communities: helping them form and grow. *The Journal of Knowledge Management*, 1999, Vol. 3, No. 1: 54-60.

Cothrel J. Measuring the Success of an Online Community. *Strategy and Leadership*, 2000, Vol. 28, No. 3.

<http://www.participate.com/research/art-measuresuccess.asp>

James M, Rykert L. *Du bureau à l'espace: comment utiliser efficacement les listes électroniques*, Canada, CRDI, 1999, 2000.

http://www.idrc.ca/books/848/index_e.html#dir.

3. Organisations

Banque mondiale

<http://www.worldbank.org>

La Banque mondiale participe à des activités de communication en zones rurales dans plus de 15 pays, privilégiant les dispositions portant sur les politiques, les revenus et les tarifs, ainsi que le développement des infrastructures nécessaires aux télécommunications rurales. L'accès aux communications des populations les plus pauvres, qui vivent pour la plupart en zones rurales, est au centre des travaux de la Banque dans le domaine des politiques. La Banque a créé le Fonds *infoDev* alimenté par de multiples donateurs (<http://www.infodev.org>). *infoDev* est un programme destiné à offrir aux gouvernements des pays en développement des orientations stratégiques et une information sur les meilleures pratiques concernant le potentiel de développement économique présenté par les systèmes de communication et d'information.

Commission européenne

http://www.europa.eu.int/comm/index_fr.htm

Les activités de la Commission européenne dans le domaine de la technologie de l'information sont exécutées par le Centre d'activité pour une société de l'information (Information Society Activity Centre - ISAC). Le but du Centre est d'assurer la cohérence et la meilleure synergie possible entre les différentes approches adoptées par la «société de l'information» dans le cadre de l'Union européenne.

Banque interaméricaine de développement (BID)

<http://www.iadb.org>

L'Unité pour le développement de la technologie de l'information (http://www.iadb.org/regions/itdev/about_us.htm) est une branche de la BID qui offre des conseils et des orientations techniques dans le domaine des technologies de l'information aux gouvernements et aux entités privées emprunteurs. L'unité fournit un appui technique pour le développement des projets et les autres activités soutenues par la BID dans le domaine des technologies de l'information et offre des conseils stratégiques et techniques aux gouvernements sur la manière d'améliorer l'utilisation des technologies de gestion de l'information.

Union internationale des télécommunications (UIT)

<http://www.itu.int>

Le Bureau du développement des télécommunications de l'UIT (<http://www.itu.int/ITU-D/Overview.htm>) encourage et soutient les Etats Membres de l'UIT, en particulier les marchés émergents, afin qu'ils tirent le meilleur parti des changements techniques, financiers et liés à la réglementation, qui sont intervenus dans le monde des télécommunications. Il fournit un appui en matière d'infrastructure pour l'établissement de programmes complets et communs aux fins de l'amélioration des systèmes et services de télécommunications.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

<http://www.undp.org>

Le programme de mise en réseaux au service d'un développement durable (<http://sdnhq.undp.org>) fait partie des efforts déployés par le PNUD pour résoudre les problèmes posés par le fossé croissant de l'information entre les pays industrialisés et

les pays en développement. Le Programme de mise en réseaux au service d'un développement durable (SDNP) travaille au niveau des pays, mettant en place et soutenant des sites Internet locaux et renforçant les capacités et les bases de connaissances nationales.

Programme de développement de l'information pour l'Asie et le Pacifique (APDIP)

<http://www.apdip.net>

L'APDIP aide des pays à combler le fossé de l'information électronique et à tirer parti de nombreuses manières de l'infrastructure mondiale de l'information. Il fournit des conseils et une assistance technique pratique aux pays désireux de formuler des politiques nationales concernant la technologie de l'information. L'APDIP est financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et mis en œuvre par l'antenne Asie du Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS).

Agence canadienne pour le développement international (ACDI)

<http://www.acdi-cida.gc.ca>

L'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) est l'acteur principal de l'exécution du programme officiel canadien d'aide au développement. L'ACDI considère que la technologie de l'information est un outil de plus en plus important pour parvenir à un développement durable, car elle permet de créer un environnement favorable à la croissance économique et la réduction de la pauvreté en modernisant le monde des affaires.

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

<http://www.idrc.ca>

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est un organisme public créé par le Gouvernement du Canada pour aider les communautés du monde en développement à trouver des solutions à leurs problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Le CRDI relie des individus, des institutions et des idées pour faire en sorte que les résultats des recherches qu'il finance ainsi que les connaissances suscitées par ces recherches soient équitablement partagés entre tous ses partenaires, au Nord comme au Sud. Le CRDI a lancé l'Initiative Acacia (www.idrc.ca/acacia/acacia_e.htm) pour donner aux communautés d'Afrique subsaharienne la possibilité d'appliquer les technologies de l'information et de la communication à leur propre développement social et économique. Bellanet (www.bellanet.org) est un secrétariat situé au sein du CRDI et dirigé par le Comité international d'orientation Bellanet, dont les membres sont issus des institutions fournissant les fonds de base. La mission de Bellanet est d'encourager la collaboration interinstitutions grâce à une utilisation plus efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le CRDI soutient également la recherche en matière de TIC grâce à son programme de mise en réseau PAN (www.idrc.ca/pan) qui est axé sur l'Asie et l'Amérique latine.

Institut de recherche et de développement (IRD)

<http://www.ird.fr>

L'Institut de recherche et de développement (IRD) est un établissement public français à caractère scientifique et technologique, placé sous la tutelle des ministres chargés de la Recherche et de la Coopération. L'IRD conduit des recherches sur les milieux intertropicaux.

ICASO

<http://www.icaso.org>

ICASO est un réseau d'organismes d'entraide et de lutte contre le SIDA qui réunit tous les groupes qui, partout dans le monde, sont issus des efforts déployés par les communautés pour freiner la propagation et l'impact du VIH/SIDA. Le réseau ICASO constitue un point focal mondial interactif des activités menées contre le VIH/SIDA qui réunit et diffuse les informations et les analyses portant sur les questions les plus importantes, coordonne la formulation des prises de position des organisations communautaires et ONG sur ces questions et joue un rôle de partenaire auprès des institutions internationales clés pour assurer que les préoccupations et les intérêts de ces organisations partout dans le monde sont exprimées et représentées à tous les niveaux. Il convient de noter le guide de mise en réseau de l'ICASO, disponible sur le site web en anglais, français et espagnol.

L'Institut international des Pays-Bas pour la communication et le développement (IICD)

<http://www.iicd.org/index.ap>

L'IICD a été créé en 1997 par le Ministère néerlandais de la coopération au développement. Il aide les pays en développement à saisir les occasions offertes par les technologies de l'information et de la communication pour parvenir à un développement durable.

L'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID)

<http://www.usaid.org>

L'USAID est l'agence du gouvernement fédéral américain chargée de mettre en œuvre les programmes extérieurs d'aide éco-

nomique et humanitaire des Etats-Unis. La diffusion de l'information étant devenue un aspect important du développement mondial, l'USAID se consacre à donner aux pays en développement les moyens d'acquérir le savoir et la technologie non seulement pour survivre mais pour se développer au sein de l'économie mondiale en réseau. Un grand nombre des initiatives de l'USAID ont pour but de faciliter l'accès à l'Internet en améliorant les capacités de connexion, en accroissant l'accès à l'information au service du développement durable et en encourageant les réformes politiques susceptibles de réduire les obstacles à l'ouverture de la communication.

L'Initiative Leland (www.info.usaid.gov/region/afr/leland/project.htm) a pour but d'élargir des connexions Internet complètes à plus de 20 pays d'Afrique afin de promouvoir le développement durable.

Asia Pacific Networking Group (APNG – Groupe de mise en réseau pour l'Asie et le Pacifique)

<http://www.apng.org/html/about.html>

L'APNG est une organisation Internet consacrée au développement de l'infrastructure de mise en réseaux dans cette région ainsi qu'à la recherche et au développement de toutes les technologies connexes. Sa mission est de promouvoir l'Internet et la coordination des interconnexions des réseaux dans la Région de l'Asie et du Pacifique.

Association pour le Progrès des Communications (APC)

<http://www.apc.org>

L'Association pour le Progrès des Communication (APC) est un réseau mondial d'ONG dont la mission est de donner moyens et soutien aux organisations, mouvements sociaux et individus entreprenant d'utiliser l'information et les technologies de communication pour mettre sur pied des communautés et des

initiatives stratégiques en vue d'apporter une contribution significative au développement humain, à la justice sociale, à la participation équitable aux processus politiques et à un environnement durable.

Bamako 2000 – Internet : les passerelles du développement

<http://www.bamako2000.org>

Ce site fournit des informations utiles concernant la réunion Bamako 2000 qui s'est tenue en février 2000. En outre, il possède une base de données dans laquelle on peut faire des recherches sur 150 programmes du monde entier utilisant les technologies de l'information en faveur du développement.

Electronic Development and Environment Information System (ELDIS – Système d'information électronique sur le développement et l'environnement)

<http://www.ids.ac.uk/eldis/eldis.html>

ELDIS est un portail permettant un accès facile à l'information sur le développement. ELDIS fournit un nombre toujours croissant de descriptions et de liens directs à toute une gamme de sources d'information, y compris des sites web, des bases de données, des publications, des informations concernant des projets de recherche, des catalogues de bibliothèques, des listes électroniques de discussion et des sources de presse.

FUNREDES

<http://www.funredes.org>

FUNREDES est une ONG consacrée à la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les pays en développement, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes.

NETAID

<http://www.netaid.org>

Netaid est une activité à long terme, créée grâce à l'appui de donateurs des secteurs public et privé, afin d'exploiter les capacités uniques de l'Internet pour la création de réseaux, à des fins de développement et pour atténuer l'extrême pauvreté dans le monde. Le PNUD est l'une des principales organisations ayant contribué à la création de Netaid. Netaid constitue un point d'échange mondial pour mettre en contact les personnes, agents et institutions efficaces du changement.

One World

<http://www.oneworld.org>

OneWorld a été créé en janvier 1995 et constitue un portail mondial sur les questions de développement. Il fournit de nombreuses idées sur les ressources en matière d'information contenues dans les pages d'accueil de plus de 350 organisations partenaires. Le site est issu d'une énorme base de données, elle-même créée par la mise en réseau et l'indexation des sites web de ses partenaires.

SATELLIFE et HealthNet

<http://www.satellife.org>

SATELLIFE est une organisation internationale à but non lucratif qui utilise les satellites, le téléphone et la technologie de l'Internet pour satisfaire les besoins du secteur de la santé des pays en développement en matière de communication et d'information. Sa mission est d'améliorer la santé en augmentant les connexions entre les professionnels du domaine grâce aux communications électroniques et à l'échange d'informations dans les domaines de la santé

publique et de la médecine. SATELLIFE privilégie les régions dans lesquelles l'insuffisance des communications, les conditions économiques ou les catastrophes naturelles limitent l'accès.

Le programme mondial pour le développement de l'information *infoDev* est géré par la Banque mondiale. Son objectif est d'aider les pays en développement à tirer pleinement parti des systèmes modernes d'information. Les principales fonctions de ce programme sont de :

- partager avec les gouvernements et les principaux décideurs l'expérience accumulée dans le monde au sujet du potentiel que constitue le développement des systèmes d'information et de communication et leur faire connaître les meilleures pratiques existant en la matière.
- orienter les conseils concernant les politiques à adopter et l'assistance technique en matière de communication et d'information apportés aux gouvernements des pays en développement dans le sens de la privatisation, de la participation du secteur privé et de la libre concurrence, et améliorer les méthodes, la réglementation et les techniques commerciales d'investissement;
- mener des études préalables de faisabilité, et organiser l'expérimentation des systèmes de communication et d'information.

L'*infoDev* est un programme qui repose essentiellement sur la création d'une ligne de conduite unique, les stratégies de développement de l'infrastructure des systèmes d'information, la réforme des télécommunications, ainsi que sur des projets d'accès au marché et de démonstration. Toutes les activités sont conçues de manière à soutenir des stratégies réalisables et comprennent notamment des ateliers, des évaluations, des projets de démonstration et des études de faisabilité dans un ou plusieurs pays et dans un certain nombre de secteurs.

Pour de plus amples informations, contacter :

InfoDev Program
The World Bank
1818 H Street NW
Washington, DC 20433 Etats-Unis
Tél. : 202-458-5153
Fax : 202-522-3186
Courriel : infodev@worldbank.org
Site Internet : <http://www.infodev.org>

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) est le principal ambassadeur de l'action mondiale contre le VIH/SIDA. Il unit dans un même effort les activités de lutte contre l'épidémie de sept organisations des Nations Unies: le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (PNUCID), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale.

L'ONUSIDA mobilise les actions contre l'épidémie de sept organismes coparrainants, tout en ajoutant à ces efforts des initiatives spéciales. Son but est de conduire et de soutenir l'élargissement de l'action internationale contre le VIH sur tous les fronts et dans tous les domaines – médical, social, économique, culturel et politique, santé publique et droits de la personne. L'ONUSIDA travaille avec un large éventail de partenaires – gouvernements et ONG, spécialistes/chercheurs et non spécialistes – en vue de l'échange de connaissances, de compétences et des meilleures pratiques à l'échelle mondiale.

Au cours des dix dernières années, les pays développés ont connu des changements spectaculaires dans l'ampleur et la portée des technologies et des infrastructures de l'information. Pourtant, pour les pays en développement, cette révolution numérique a été lente à se matérialiser, et ces pays se trouvent ainsi encore plus marginalisés, ce qui creuse un fossé entre ceux qui ont accès aux techniques numériques et ceux qui en sont privés. Nous devons donc rechercher des moyens novateurs d'appliquer ces nouvelles technologies dans le domaine du VIH/SIDA et d'en faire de nouvelles opportunités de développement, telles que notamment le téléenseignement ou la diffusion d'informations essentielles sur la prévention du VIH/SIDA aux malades et aux médecins. Les services de base du courriel et de l'Internet, si l'on encourage la pleine exploitation de leur potentiel, peuvent jouer un rôle essentiel dans la prévention du VIH/SIDA. L'ONUSIDA a coordonné un projet infoDev en Asie du Sud-Est, un programme mondial de subventions financé et géré par la Banque mondiale afin de promouvoir des projets novateurs en matière d'utilisation des technologies mettant l'accent sur le besoin des personnes démunies dans les pays en développement.



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

20 avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse

Tél. (+4122) 791 46 51 – Fax (+4122) 791 41 87

courrier électronique: unaids@unaids.org – Internet: <http://www.unaids.org>